

**SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE POUR LA SÉCURITÉ CONTRE LES
RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ÉTABLISSEMENTS RECEVANT
DU PUBLIC ET LES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR**

Séance du JEUDI 05 SEPTEMBRE 2024

ENTRÉ le

FAULQUEMONT

« DISTRICT URBAIN DE FAULQUEMONT »

- Aménagement d'un centre de formation -

- P.C. n° 057 209 24 V0003 et A.T. n° 057 209 24 V0009 -

(Consultation du District Urbain de Faulquemont)

09 SEP. 2024

MAIRIE DE FAULQUEMONT
N° 2860 X 2
J-L BUR

Situation : Avenue Jean Monnet.

Nature du projet :

Le projet consiste au réaménagement d'anciens locaux dans un bâtiment de construction industrielle qui comprendra 3 établissements en R+1 et trois entrepôts avec une charpente métallique visible du sol. La surface de plancher de l'ensemble sera de 4244 m².

Ce dossier présente l'aménagement d'un centre de formation « IRTS ». L'établissement est isolé réglementairement des tiers et de l'entrepôt B.

Le bâtiment de construction métallique est isolé des tiers par un espace libre supérieure à 8 mètres.

Le bâtiment est aménagé comme suit :

établissement	Désignation	Surface accessible au public	Type	Mode de calcul	Effectifs			Dégagements existants	
					Public	Personnel	Total	Nb	UP
DUF (N° 36812.901) en RDC	Bureaux du District Urbain de Faulquemont (DUF)	119 m²	W	déclaration	19	24	43	1	2
Bureau DUF R+1		69 m²	Non accessible au public		/			1	1
Entrepôt A	Archives et services techniques DUF	1158 m²	Non accessible au public isolé réglementairement		/	/	/	2	2
IRTS (N° 36812.902) en RDC	Centre de Formation IRTS	257 m²	R	déclaratif	10	4	34	2	2
En R+1					20			1	1
Entrepôt B	vide	1323 m²	Non accessible au public et isolé		/	/	/	1	1
Etablissement N°3 (N° 36812.903) en R+1	Non affectée	255 m²	/	/	/	/	/	1	2
Entrepôt C	vide	962m²	Non accessible au public		/	/	/	2	1
	Total effectif du groupement				49	23	72 (public + personnel)		

Les entrepôts B et C sont libres de tout stockage.

OBSERVATIONS DU RAPPORTEUR

Les entrepôts A, B et C constituant des halls de stockage couvert dédiée au stockage de matériel et d'archives en quantité susceptible de dépasser les seuils de classement des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) est susceptible d'être classé dans ce sens. Le maître d'ouvrage devra s'en assurer auprès de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

L'établissement est assujéti au Code de la Construction et de l'Habitation. Il devra être classé en 5^{ème} catégorie de type **PE** avec une activité de type **R**.

Les dispositions fixées par le règlement de sécurité (**arrêtés du 25 juin 1980 (articles GN) et du 22 juin 1990 modifiés**) lui sont applicables.

La notice de sécurité et les plans devront être respectés en tenant compte des prescriptions suivantes :

1. La demande d'aménagement pour le 3^{ème} établissement devra être déposée en mairie, conformément aux dispositions de l'**article L 122-3 du CCH**. Elles devront être accompagnées des documents prévus à l'**article R143-22 du CCH**. (Notice de sécurité, plans, coupes, façades) ;
2. En cours d'exploitation, l'exploitant devra procéder, ou faire procéder, par des techniciens compétents aux opérations d'entretien et de vérification des installations et des équipements techniques de son établissement. De plus, un contrat annuel d'entretien des systèmes de détection automatique d'incendie doit être souscrit par l'exploitant (**Article PE 4 §2**) ;
3. Les consignes de sécurité devront être affichées et le personnel devra être instruit sur la conduite à tenir en cas d'incendie et entraîné à la manœuvre des moyens de secours (**Article PE 27**) ;⁴
4. Les installations électriques seront conformes aux normes les concernant, l'emploi de fiches multiples est interdit (**Article PE 24 §1**) ;
5. Tenir à jour un registre de sécurité sur lequel seront notamment reportés les renseignements suivants :
 - l'état du personnel chargé du service incendie ;
 - les diverses consignes, générales et particulières, établies en cas d'incendie, y compris les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap ;
 - les dates des divers contrôles et vérifications ainsi que les observations auxquelles ceux-ci ont donné lieu ;
 - les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs et, s'il y a lieu, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux (**Article R.143-44 du CCH**) ;
6. La défense extérieure contre l'incendie sera assurée pour la partie ERP par un Point d'Eau Incendie garantissant un débit de **60 m3/h** sous une pression comprise **entre 1 et 4 bars** implanté à moins de **150 mètres** de l'entrée principale. Cette disposition pourra être aggravée selon les aménagements des locaux actuellement vidés.

PROPOSITION DU RAPPORTEUR

Le rapporteur propose à la Commission d'émettre un avis **favorable** au projet.



AVIS DE LA COMMISSION

LA COMMISSION EMET UN AVIS

FAVORABLE

~~**DÉFAVORABLE**~~

AU PROJET.

LE PRÉSIDENT,

